

Unité départementale du Hainaut
Zone d'activités de l'aérodrome
BP 40137
59303 Valenciennes

Valenciennes, le 16/12/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 17/10/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

AGC GLASS FRANCE

100 rue Gambetta
BP 1
59168 Boussois

Références : 2025 - V3 - 279
Code AIOT : 0007000761

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17/10/2025 dans l'établissement AGC GLASS FRANCE implanté 100, rue Léon Gambetta BP 1 59168 Boussois. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Le site d'AGC boussois est à l'arrêt. Afin de conserver une activité sur le site, l'exploitant a déposé un dossier de demande de modification de son installation à la connaissance de M. le préfet. Il a mis en place une activité de transit de déchets de verre.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- AGC GLASS FRANCE
- 100, rue Léon Gambetta BP 1 59168 Boussois

- Code AIOT : 0007000761
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société AGC France S.A.S est implantée sur la commune de Boussois dans la plaine alluviale de la Sambre, en bordure de rivière.

Le site est spécialisé dans la production de verre plat clair et extra clair obtenu à partir de matières premières (sable, carbonate de soude, dolomie, calcaire ...) qui sont mélangées puis fondues dans des fours fonctionnant au gaz naturel à des températures de 1600°C; cette matière en fusion est ensuite versée sur un bain d'étain pour former un ruban de verre qui est refroidi progressivement.

2 tailles de plateau sont produits:

- les plateaux de grande taille (ou PLF) - dimensions: 6 m x 3.21 m - représentent 80% de la production
- les demi-plateaux (ou DLF) - dimensions: 2 X 3,21 m - représentent 20% de la production

L'épaisseur des plateaux de verre varient de 3 à 12 mm d'épaisseur; les plus grosses épaisseurs étant destinées aux façades des grands immeubles et aux vitrines.

Les plateaux de verre ne subissent pas de transformation sur place.

La capacité de production est de de 430 000 tonnes par an.

L'installation est composée de deux lignes de production : ligne B1 et ligne B2

La ligne B1 a une capacité de production de 800 t/j. Elle est équipée d'un four verrier qui utilise le procédé d'oxycombustion (combustion oxygène / gaz). Cette technologie a pour but d'améliorer les consommations énergétiques et de diminuer les rejets atmosphériques Cette ligne a été arrêtée en octobre 2020.

La ligne de production Float B2 a une capacité de production de 700 t/j et est équipé d'un four verrier classique (combustion air / gaz) dont l'arrêt est prévu dans 2 à 3 ans.

Les activités du site sont encadrées par l'Arrêté Préfectoral d'Autorisation d'exploiter du 27 septembre 2019.

Les activités de fusion et de production de verre ont été arrêtées en octobre 2022 pour une durée de 18 à 24 mois voire 36 mois. Le site est maintenu en état dans l'optique d'un redémarrage.

Thèmes de l'inspection :

- Déchets

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Au 17 octobre 2025, l'inspection des installations classées constate que l'activité de fusion et de production de verre n'a pas repris.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Déchets	Arrêté Ministériel du 15/10/2010, article 7.1.1	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
3	Déchets	Arrêté Ministériel du 15/10/2010, article 7.1.2	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
4	Déchets	Arrêté Ministériel du 15/10/2010, article 7.1.3	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
7	Déchets sortants de l'installation	Arrêté Ministériel du 15/10/2010, article 7.3.2	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Déchets	Arrêté Ministériel du 15/10/2010, article 7.1	Sans objet
5	Réception, stockage et traitement des déchets dans l'installation	Arrêté Ministériel du 15/10/2010, article 7.2.1	Sans objet
6	Réception, stockage et traitement des déchets dans l'installation	Arrêté Ministériel du 15/10/2010, article 7.2.2	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de transmettre les documents suivant :

- registre des déchets entrants,
- cahiers des charges encadrant le type de déchets admis sur l'installation
- bons de prise en charge des déchets,
- registre des déchets sortant

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/10/2010, article 7.1
Thème(s) : Risques chroniques, Déchets entrants dans l'installation
Prescription contrôlée : Seuls pourront être acceptés sur l'installation les déchets non dangereux de verre. Aucun déchet dangereux ne doit être accepté sur le site.
Constats : Au cours de la visite d'inspection du 17 octobre 2025, l'inspection des installations classées constate que seuls des déchets de verre sont réceptionnés sur site. L'exploitant précise que les contours du verre des réfrigérateurs et des fenêtres sont démontés hors site. L'installation reçoit principalement du verre simple mais il reçoit parfois du verre feuilleté et du double vitrage. Dans ces cas, il est traité hors site, chez un recycleur, avant d'être réceptionné.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/10/2010, article 7.1.1
Thème(s) : Risques chroniques, Admission des déchets
Prescription contrôlée : Avant réception d'un déchet, une information préalable doit être communiquée à l'exploitant par le déposant, indiquant le type et la quantité de déchets livrés. L'installation doit être équipée d'un moyen de pesée à l'entrée du site et chaque apport de déchets fait l'objet d'un mesurage. A défaut, le déposant doit être en mesure de justifier la masse de déchets qu'il apporte. Les déchets dangereux introduits dans l'installation de manière accidentelle seront traités avec les déchets dangereux produits par l'installation. Aucun déchets susceptibles d'émettre des rayonnements ionisants ne doit être accepté sur le site. Un contrôle visuel du type de déchets reçus est réalisé afin de vérifier leur conformité avec les informations préalablement délivrées. Un affichage des déchets pris en charge par l'installation doit être visible à l'entrée du site. Les déchets non listés ne sont pas admis sur le site.
Constats : L'installation est en phase de démarrage, l'exploitant travaille principalement avec Envie 2E pour le recyclage des verres de réfrigérateur. L'exploitant a passé un contrat avec Envie 2E, le verre transmis doit répondre à un cahier des charges. L'installation affiche clairement les lieux de dépôt des différents types de verre. Un agent est affecté à la réception et au contrôle des entrants. L'installation n'est pas équipée d'un moyen de pesée sur site, la donnée est fournie par le fournisseur. L'exploitant déclare qu'il reçoit une benne de 7t / semaine de recyclage de verre de réfrigérateur et 300t / an de verre de recyclage de fenêtres en provenance de SPIE Batignolles.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de transmettre les cahiers des charges relatifs à la qualité du verre reçus.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : Déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/10/2010, article 7.1.2
Thème(s) : Risques chroniques, Registre des déchets entrants
Prescription contrôlée : L'exploitant établit et tient à jour un registre où sont consignés tous les déchets reçus sur le site. Pour chaque chargement, le registre comporte la quantité et la nature des déchets, leur provenance, ainsi que la nature des opérations qu'ils vont subir sur le site. Ce registre est consigné dans le dossier « installations classées » prévu au point 1.4. Le registre des déchets entrants contient les informations suivantes : <ul style="list-style-type: none"> • La date de réception • Le nom et l'adresse du détenteur des déchets, • La nature et la quantité de chaque déchets reçus (code du déchet entrant au regard de la nomenclature définie à l'article R. 541-8 du Code de l'environnement), • L'identité du transporteur des déchets, • Le numéro d'immatriculation du véhicule, • L'opération subie par les déchets dans l'installation.
Constats : L'exploitant a présenté le registre des déchets entrants. Toutefois, l'exploitant tient un registre simplifié car le verre provient essentiellement du même recycleur. Notamment, l'inspection des installations classées remarque que le code déchet est toujours le même (20 02 02) et demande à l'exploitant de vérifier cette donnée. En effet, le code 20 02 02 est celui des déchets "terres et pierres"
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de transmettre le tableau des entrants, conformément aux prescriptions de l'article 7.1.2 de l'arrêté ministériel du 15 octobre 2010, dûment complété et vérifié.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : Déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/10/2010, article 7.1.3
Thème(s) : Risques chroniques, Prise en charge des déchets

Prescription contrôlée : L'exploitant doit remettre au producteur des déchets un bon de prise en charge des déchets entrants. Ce bon mentionne les informations listées sur le registre des déchets entrants définies au point 7.1.2.
Constats : Au cours de la visite d'inspection, l'exploitant a présenté les bons de prise en charge des déchets.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de transmettre une copie des bons relatifs aux réceptions de Envie 2E et Gosselin.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 5 : Réception, stockage et traitement des déchets dans l'installation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/10/2010, article 7.2.1
Thème(s) : Risques chroniques, Réception
Prescription contrôlée : L'installation comporte une aire d'attente, à l'intérieur du site. Les déchets ne peuvent pas être réceptionnés en dehors des heures d'ouverture de l'installation.
Constats : Le site est équipé d'un interphone, aucun transporteur ne peut accéder au site en dehors des heures d'ouverture (7H30 / 15h30).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Réception, stockage et traitement des déchets dans l'installation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/10/2010, article 7.2.2
Thème(s) : Risques chroniques, Stockage
Prescription contrôlée : Les déchets doivent être stockés dans des conditions prévenant les risques de pollution (prévention des envols, des ruissellements, des infiltrations dans le sol, des odeurs, ...). La durée moyenne de stockage des déchets ne dépasse pas neuf mois. Les aires de réception, de stockage, de tri, de transit et de regroupement des déchets doivent être distinctes et clairement repérées. Le stockage doit être effectué de manière à ce que toutes les voies et issues de secours soient dégagées.

<p>Constats :</p> <p>Les déchets sont stockés sur des zones imperméabilisées et isolées de leur environnement par des murets. L'exploitant a aménagé deux zones de transit. Chaque stockage est clairement identifié. Les déchets sont régulièrement (< 9 mois) évacués vers d'autres sites pour réutilisation.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 7 : Déchets sortants de l'installation

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/10/2010, article 7.3.2</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Registre des déchets sortants</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant établit et tient à jour un registre où sont consignés les déchets sortants de l'installation.</p> <p>Ce registre est consigné dans le dossier " installations classées " prévu au point 1.4.</p> <p>Le registre des déchets sortants contient les informations suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • La date de l'expédition, • Le nom et l'adresse du repreneur, • La nature et la quantité de chaque déchets expédiés (code du déchet entrant au regard de la nomenclature définit à l'article R. 541-8 du code de l'environnement), • L'identité du transporteur, • Le numéro d'immatriculation du véhicule, • Le code du traitement qui va être opéré.
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant tient un registre des déchets sortants.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'inspection des installations classés demande à l'exploitant de transmettre une copie du registre des déchets sortant faisant apparaître les informations suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • La date de l'expédition, • Le nom et l'adresse du repreneur, • La nature et la quantité de chaque déchets expédiés (code du déchet entrant au regard de la nomenclature définit à l'article R. 541-8 du code de l'environnement), • L'identité du transporteur, • Le numéro d'immatriculation du véhicule, • Le code du traitement qui va être opéré.
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>